

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

ARRONDISSEMENT DE THIONVILLE-ouest

Electrices, Electeurs, Chers Amis,

La grande responsabilité que vous prendrez en déposant votre bulletin de vote dans l'urne pour désigner celui qui doit vous représenter au sein de l'Assemblée Nationale, ne peut vous échapper. Il vous tiendra à cœur d'avoir un député qui sera le vôtre et qui placera au-dessus de tout, les intérêts de nos trois cantons.

Il faut convenir que parmi toutes les circonscriptions électorales, la nôtre, par la richesse de son sous-sol, par son importance industrielle, économique et démographique, se trouve placée parmi les toutes premières. Cette importance s'accroîtra encore rapidement de manière considérable. A cela s'ajoute le patriotisme, le courage et l'ardeur au travail de la grande masse du peuple qui l'habite et qui jusqu'à ce jour, était à peu de choses près, le seul à supporter les sacrifices nécessaires au redressement national pendant que, il faut bien le dire, le gros capital a pour le moins bénéficié de grands égards. Mais à quelle amère injustice devons-nous d'occuper une misérable dernière place dans tout le domaine qui intéresse notre équipement social et culturel ?

Notre équipement sanitaire est rudimentaire !

Nous manquons de centres hospitaliers et de maternités. Nos services sociaux sont insuffisants et sous-équipés. On tente de rejeter la responsabilité sur les assurés sociaux eux-mêmes en essayant de faire croire que leurs caisses sont mal gérées par leurs administrateurs, ou bien l'on accuse injustement les praticiens, qui ont la noble mission de veiller à la santé publique, d'être à l'origine de ce mal. Ce problème cependant, reste entier !

Nous manquons d'écoles, d'instituteurs et de professeurs !

Depuis l'école maternelle, en passant par l'école primaire, jusqu'aux écoles secondaires et techniques, notre situation est pitoyable. On frémit à l'idée de ce que sera l'avenir de nos enfants qui ont pu être admis dans une classe de 6^{me}. Les parents d'élèves qui ont encore la chance de pouvoir envoyer leur fils ou leur fille dans un lycée, qui souvent se trouve loin de leur domicile, voient avec amertume et désespoir

leurs enfants soumis à un régime malsain, fatigant, infernal. La promiscuité à laquelle ces écoliers sont exposés, a des conséquences désastreuses sur leur état moral et physique. **Cette situation est scandaleuse !** Si l'on avait l'intention délibérée d'empêcher les enfants du terroir d'accéder aux écoles qui doivent former l'élite technique, sociale, syndicale et culturelle, dont notre pays a pourtant si grand besoin, on ne s'y prendrait pas autrement. **Alors qu'ailleurs les lycées débordent sur les rues et sur les trottoirs, tandis que les élèves n'y sont que des numéros et n'y ont plus aucun contact humain avec ceux qui ont la pénible et louable charge de les éduquer.** Quelle injustice sociale !

Il faut résoudre cet angoissant problème ! Il faut rapprocher l'école de l'enfant et la rendre plus accessible ! Il faut accélérer l'achèvement des établissements qui, comme à Fameck, ont reçu un trop timide début d'exécution. Il faut en construire d'autres. L'augmentation toujours croissante du nombre de naissances, qui en soi-même est un événement heureux, ne manquera pas de poser d'angoissants problèmes et combien l'inquiétude des parents soucieux de l'avenir de leurs enfants est justifiée. D'une récente étude il ressort que dans nos trois cantons, 23.250 élèves fréquentent actuellement les seules écoles primaires et les C. E. G., à ce chiffre il faut ajouter autant d'enfants n'ayant pas atteint l'âge scolaire. Bientôt nous retrouverons une très grande partie de ces jeunes devant les portiers de nos usines. Nous aurions à rougir, car nous aurions démerité s'ils devaient se

trouver devant les grilles condamnées par le trop fameux panneau « Pas d'embauche ». Il faut créer des emplois nouveaux.

Nous manquons de centres sportifs, de stades et de gymnases

et rares sont les communes qui disposent d'un ensemble sportif digne de ce nom.

Nous manquons de logements

et la situation dans ce domaine est dramatique. Elle sera catastrophique d'ici peu d'années. Il faut en construire d'urgence. Il faut favoriser l'accession à la petite propriété et créer des lotissements.

Notre réseau routier,

de loin, ne correspond plus aux besoins de l'heure et qu'on le veuille ou non, un grand nombre des accidents de la circulation est imputable à cette triste vérité.

Les moyens dont disposent nos communes sont très insuffisants pour remédier à cet état de choses et une véritable réforme fiscale et administrative doit être envisagée.

S'il faut honnêtement reconnaître que les terribles conséquences de la dernière guerre mondiale y sont pour quelque



Frédéric SCHULZ

chose, il est cependant vrai, mes chers amis, que nous devons cette situation surtout à la coupable insouciance et à l'indifférence dans laquelle se sont cantonnés ceux qui jusqu'à ce jour avaient la charge de nous représenter et cette humiliante carence, si elle devait persister, nous mènera fatalement vers la détresse, vers le déclin dans lequel nos collectivités et nos cités ne seront plus que des agglomérations sans âme, sans foi et sans conscience.

Résoudre ces problèmes qui se sont accumulés, coûtera cher ! Rien n'est plus vrai !... et on ne pourra résoudre ceux-ci par la démagogie.

La « Force de Frappe » coûtera mille fois plus cher ! Est-elle seulement nécessaire ?

Est-elle seulement utile à un moment où tout le monde applaudit à l'idée que l'Europe unie peut et doit devenir une réalité ? Pourquoi supporterions-nous seuls l'énorme fardeau que représentera ce système de défense dans le cas où il serait vraiment indispensable, maintenant que la stupide guerre d'Algérie est terminée ?

Les sommes investies dans les anciennes colonies, le sont souvent en pure perte et sans aucune garantie ! Elles sont ahurissantes par leur chiffre. Ne ferait-on pas mieux de les investir dans le pays même, pour l'équiper comme nous voudrions qu'il le soit et pour promouvoir un véritable progrès social ?

Sans porter atteinte à l'équilibre de l'économie, **les salaires pourraient être intégralement alignés sur ceux de la région parisienne.** Les salaires et traitements pourraient être revalorisés de manière substantielle, en accordant aux travailleurs de tous ordres, une part plus équitable dans la répartition des richesses nationales et du fruit de leur labeur.

Les difficultés et le déficit qui affectent nos Caisses de Sécurité Sociale, du Régime Général comme du Régime Minier, pourraient être facilement aplanis et résorbés. Et comme cela a été promis, les Caisses de Retraite et de Vieillesse pourraient obtenir les moyens leur permettant de relever les rentes auxquelles nos vieux et nos vieilles sont en droit de prétendre.

Une lutte sans merci doit être menée contre les gros intermédiaires, contre les hobereaux, qui pour tout commerce n'ont souvent que quelques lignes de téléphone groupées et qui préfèrent laisser pourrir légumes, viandes et poissons, plutôt que de consentir une baisse réelle. Au surplus ils échappent à tout contrôle et, avec beaucoup d'habileté, ils entretiennent une psychose selon laquelle les petits commerçants et artisans seraient les grands responsables, alors qu'en réalité, ces derniers ne seront bientôt plus que les auxiliaires du percepteur et que les produits de la terre ne nourrissent que péniblement ceux qui la cultivent.

Voilà, chers amis, quelques-uns des grands problèmes qui doivent nous préoccuper. Il y a aussi le pénible problème des transports et d'autres encore. Ils ont tous le même caractère humain. Pour les résoudre, **il faut nous unir.**

Lors du dernier référendum, chaque Française et chaque Français, s'est prononcé avec sincérité et en toute conscience.

Maintenant que l'horizon politique est dégagé, il faut une bonne fois s'attacher aux grands problèmes sociaux, car tant qu'ils n'auront pas trouvé de solution, on n'aura rien fait. Vous donnerez à votre voix toute l'importance qui lui revient en votant :

Le résultat est net et précis. Il traduit la volonté du peuple tout entier et tout particulièrement dans nos régions de l'Est où la raison et le bon sens l'emportent toujours. Ce résultat ne peut être le privilège d'un parti politique et encore moins d'un candidat aux élections législatives. Ce qui pourrait nous diviser ne peut en aucun cas nous être utile. C'est pourquoi, dans notre arrondissement plus encore qu'ailleurs, tous, sans exception, ceux qui ont dit « oui », ceux qui ont dit « non », ainsi que ceux qui se sont abstenus, doivent se retrouver pour conduire notre pays vers ses hautes destinées. A travers l'Orne et la Fensch, comme sur le Pays-Haut, un vent de concorde et de fraternelle union doit souffler, sinon rien ne sera possible !

Non ! la situation électorale n'est pas confuse. Elle sera claire et sereine dans la mesure où vous prendrez conscience de la gravité des circonstances dans lesquelles nous évoluons, dans la mesure aussi où vous prendrez vos responsabilités pour relever notre arrondissement et lui donner la place qui lui revient en toute bonne justice.

Vous ne vous laisserez pas abuser par d'éventuels candidats qui, comme par le passé, poussés par leur seul orgueil et par leur ambition, tenteront de vous charmer en avançant le nom prestigieux du Général de Gaulle, auquel ils ont d'ailleurs rendu de bien médiocres services, et qui ne tiendront leur parole que dans la mesure où leurs promesses leur seront utiles.

Vous voterez sans passion et sans haine, conscients du noble devoir qui vous échoit. La situation de l'homme que vous choisirez importe peu. Seuls ses qualités, son ardeur à la difficile tâche qui lui incombera et le dévouement que vous êtes en droit d'en attendre, pourront déterminer votre choix.

Aux ultras, aux bravards, qui dans l'aveuglement de leur inconscience ignorent les services qu'ils rendent, tant aux activistes qu'aux totalitaires, vous opposerez votre sincérité et votre volonté d'être enfin valablement représentés.

Au désordre, au retour à l'impuissante dictature des partis et à la déplorable instabilité, vous opposerez votre mépris et votre volonté de vivre dans une République fraternellement unie, au sein de laquelle doit se réaliser un véritable progrès social.

Aux factieux à quelque clan qu'ils appartiennent, au terrorisme sous toutes ses formes et à l'anarchie menaçante, vous opposerez avec une farouche détermination votre volonté de vivre en paix pour unir et pour construire.

Aux insultes, à l'absurdité des querelles mesquines, à la fourberie et au chantage, vous opposerez votre dignité et votre bon sens.

Dans votre intérêt et dans celui de vos foyers, vous voterez pour un candidat d'Union qui connaît vos problèmes et qui les partage. Dans l'intérêt de nos trois cantons, de notre riche coin de Lorraine, **vous voterez pour un candidat vraiment indépendant** qui ne sera responsable que devant vous.

Dans l'intérêt de la Nation tout entière, **VOUS VOTEREZ POUR UN CANDIDAT RÉPUBLICAIN.**

Frédéric SCHULZ

MAIRE D'ALGRANGE

Eugène CONER

ADJOINT AU MAIRE D'AUDUN-LE-TICHE

VIVE NOS TROIS CANTONS !

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

VIVE LA FRANCE !